

# L'accès de tous à la culture

Richard MILLER

Janvier 2004 (actualisé janvier 2005)

## Philosophie de notre engagement

Un enseignement évident que nous pouvons tirer des situations que vivent les différentes villes et communes de Wallonie et de Bruxelles, c'est le fait que dans une région où le volontarisme des décideurs est réel, où les leviers politiques jouent leur rôle, et où des entreprises nouvelles essayent de démarrer leurs activités, le décalage est dramatique entre les mentalités, la formation de base, l'esprit, bref le comportement culturel des personnes et les besoins réels, les contraintes nouvelles de la société qui est la nôtre.

Or, c'est précisément cela qui est pointé lorsque nous évoquons « **l'accès de tous à la culture** » : celles et ceux que nous visons ce sont justement les femmes, les hommes, les jeunes, les tout jeunes enfants, les personnes âgées qui, pour différentes raisons, n'ont pas un accès aisé, ni à l'offre ni à la pratique culturelles, voire qui n'y ont pas accès du tout.

Si tout évidemment est toujours améliorable, il serait néanmoins excessif et faux de prétendre de façon générale que l'accès à la culture en Wallonie et à Bruxelles n'apporte pas de réponse aux besoins légitimes des personnes en recherche de culture. Les amoureux du livre, les mélomanes, les cinéphiles, les passionnés du théâtre, celles et ceux qui apprécient la sculpture, qui veulent comprendre l'architecture, les cathédrales gothiques ou l'art contemporain **ont des outils à leur disposition comme il n'y en a jamais eu d'équivalents dans l'histoire de l'humanité** : enseignement généralisé et obligatoire, musées, bibliothèques, théâtres subventionnés ou service public de radio-télévision... A quoi il faut ajouter bien entendu l'ensemble de l'offre privée dans tous les domaines. Sans oublier l'apport de la révolution technologique : la numérisation des sons, des formes, des couleurs, et des écrits met à disposition sur des supports de plus en plus répandus tout ce qui a été créé par l'être humain sous toutes les latitudes et à travers tous les âges.

On peut désormais, en restant chez soi, visiter virtuellement le Louvre, le Louisiana, le Guggenheim de Bilbao ou la nouvelle bibliothèque d'Alexandrie.

Du walkman qui permet d'écouter un opéra de Verdi dans l'autobus, aux DVD pour lesquels le cinéma n'a plus de secret, en passant par Internet, **l'univers culturel ne connaît plus de limite**. Tout est désormais possible et ouvre l'appétit d'un tourisme culturel qui fait de celui-ci un élément majeur du redressement économique de régions entières.

**Mais tout est toujours améliorable** et il est toujours envisageable de renforcer, par exemple en zone rurale, ou dans telle ville ou tel quartier, l'offre culturelle en créant une nouvelle bibliothèque, en aménageant un musée de la vie locale, en augmentant les subsides de l'Orchestre de Chambre ou ceux de l'Opéra Royal de Wallonie. Tous ces aspects ainsi que ceux liés à l'enseignement des disciplines artistiques, à la promotion de la culture francophone à Bruxelles ou encore ceux liés au statut social et fiscal des artistes sont évidemment essentiels.

Mais ce n'est pas, même s'il y a évidemment des liens et des interférences, ce qui fait spécifiquement problème quand on traite de l'accès à la culture pour tous.

### **Première question : pourquoi se préoccuper du déficit qui caractérise certains pans de la population, en matière de préoccupations culturelles ?**

Le politique, a fortiori le libéral, est-il légitimé à intervenir dans le choix de vie du citoyen ? Si quelqu'un ne lit pas, ne va pas au théâtre, est livré à une hypothétique culture de masse, ignore toute forme de culture de qualité, on pourrait après tout considérer que cela ne regarde pas les pouvoirs publics.

D'aucuns ne manqueront pas de nous reprocher notre élitisme fermé à la « culture populaire » ou de nous reprocher notre conservatisme fermé aux formes modernes d'expression.

**C'est pourtant tout le contraire.** En effet tout ce qui peut apporter, communiquer, susciter une sensibilité, un affect, une émotion, une réflexion, une pensée, un échange, un dialogue appelle et mérite notre attention et notre intérêt.

Mais il est vrai par contre que **ce qui nous distingue de l'égalitarisme**, lequel finit par tuer toute expression artistique, toute expression culturelle, toute expression critique, **c'est la confiance libérale dans la perfectibilité, dans le progrès, dans l'amélioration, dans la réforme, que toute vie humaine peut opérer sur elle-même.**

Qualité au niveau du fond et qualité au niveau de la forme. Pourquoi ? Parce que la culture au sens où nous l'entendons revêt bien entendu un **aspect de divertissement**, de plaisir, d'épanouissement personnel mais elle revêt avant tout un **aspect de formation et de travail**. Se cultiver et apporter à la culture des autres, cela exige du temps, de l'intelligence et un investissement matériel non négligeable. La culture est formation. Or, la démocratie libérale, les mécanismes réformateurs de la démocratie libérale, sont impossibles sans des citoyens responsables, capables de débat, capables de s'ouvrir, capables de s'accorder rationnellement en se fondant sur un ensemble de valeurs communes.

**Culture et réforme sont deux mots pour désigner un même mouvement d'amélioration progressive de la vie de chacun et de la vie en communauté.**

C'est pourquoi en tant que réformateurs nous sommes viscéralement attachés à ce que le plus grand nombre ait une garantie d'accès à la culture du livre, à la culture de l'image, à la culture musicale et plastique. La démocratie libérale qui constitue d'ailleurs un phénomène récent dans l'Histoire des hommes, un phénomène apparu avec la philosophie des Lumières, la démocratie libérale ne pourra se maintenir sans cet épanouissement, sans cette démultiplication de la parole, des idées, de la sensibilité, en un mot de la liberté. Et la liberté, Albert Camus nous l'a enseigné, est impossible sans l'intelligence. Je cite : « L'amitié est la science des hommes libres. Et il n'y a pas d'hommes libres sans intelligence et sans compréhension réciproques ». **La culture est le sol sur lequel peut se développer tout ce que nous pouvons libéralement entreprendre**, au point de vue économique, social, civique ou politique.

De là, l'importance de l'accès de tous à la culture et la légitimité d'une action démocratique, c'est à dire « d'une action de la démocratie » en faveur de celui-ci.

Pour les réformateurs, **ce combat est aussi prioritaire que ne le fut celui pour l'enseignement obligatoire.**

### **Deuxième question : Quels sont les obstacles majeurs ?**

Ils sont, pensons-nous, au nombre de trois : la précarité sociale, l'aveuglement identitaire et l'uniformisation « techno-médiatique ». Ce sont les trois facteurs qui enrayent l'accès culturel au sens de l'apprentissage à l'intelligence et à l'ouverture.

## a. La précarité sociale

Lorsque Louis Michel, durant les années 80, a fait de l'accès à la culture, un défi prioritaire, l'obstacle majeur était celui de la précarité sociale, de la pauvreté.

Cela fut d'ailleurs confirmé au début des années nonante dans le célèbre rapport que la Fondation Roi Baudouin a consacré à la pauvreté. Depuis notre retour aux responsabilités et par la politique menée aux différents niveaux de pouvoir, des améliorations ont été apportées, ne serait-ce qu'au niveau du redressement économique de la Wallonie ou du refinancement de la Communauté Wallonie-

Bruxelles. Cependant, la fragilité des conditions d'existence continue à affecter des pans entiers de la population de cette même Communauté.

## b. L'aveuglement identitaire et l'uniformisation « techno-médiatique »

Quant aux deux autres obstacles, le fondamentalisme identitaire et la technomédiatisation, ils existent depuis longtemps mais revêtent actuellement une forme beaucoup plus aiguë au point que leur capacité de nuisance est désormais colossale. A cet égard, il faut souligner que le souci démocratique pour **l'accès à la culture** s'est considérablement modifié durant ces vingt dernières années et que celui-ci est **désormais inscrit au rang des problèmes politiques, voire stratégiques, et économiques majeurs**. Pratiquement tous les grands dossiers de politique internationale sont affectés d'un coefficient culturel qui les engendre, les amplifie, les complique ou s'oppose à toute solution rationnelle : que ce soit la construction européenne, la guerre en Irak ou les conflits génocidaires... Quant au domaine économique, l'Organisation Mondiale du Commerce se voit opposer le droit à l'exception culturelle. Vous avouerez que l'on est loin d'une culture de divertissement.

**L'aveuglement identitaire, ou le fondamentalisme intégriste, ne fait pas tant obstacle à la culture comme telle qu'à la culture en tant que dialogue.** Tout fondamentalisme en effet instrumente de façon extrêmement organisée l'acculturation des siens. Mais ce que nous visons, nous, par culture, c'est la capacité d'évoluer, de passer d'une culture à l'autre, de brasser les différences, de rendre possible un devenir-culturel. Cette capacité d'ouverture, de devenir culturel est une des valeurs essentielles de notre civilisation, et elle figure d'ailleurs au rang de celles qu'il faut protéger contre les extrêmes de droite et de gauche, contre les intégrismes, contre le terrorisme de la pensée. Dans la notion d'« accès de tous à la culture », nous incluons donc également cet aspect et cette mission démocratique.

**Quant au techno-médiatique,** nous nous bornerons ici à rappeler que **la télévision peut être un formidable outil d'information et de culture, mais que régie par des seuls intérêts commerciaux, elle peut aussi se révéler un outil terrible de déstructuration sociale, familiale et personnelle.** Toute notre action dans le domaine de la politique de l'audiovisuel a été de renforcer tout ce qui concourait au premier objectif.

## *Troisième question : comment peut-on garantir un accès de tous à la culture ?*

### a. La famille

**La famille** est le **premier lieu d'acculturation** : ce rôle elle continue à l'assumer. Si on peut déplorer des difficultés, il ne faudrait quand même pas passer sous silence l'attention et le dévouement des parents qui font tout ce qui leur est possible de faire pour apporter à leurs

enfants les bases du savoir et d'une culture ouverte et curieuse. **Cependant** c'est aussi, par la force des choses puisque la famille est le premier lieu d'acculturation, **c'est aussi à l'intérieur de la cellule familiale que se développent d'abord les obstacles évoqués** : situation de pauvreté, situation de dépendance vis à vis du techno-médiatique, situation d'intégration à une culture identitaire et exclusive.

La puissance publique se doit donc d'intervenir et d'inscrire au rang de ses missions fondamentales de service public, celle d'assurer l'accès à une culture d'ouverture et de qualité. A cette fin, **le premier lieu d'intervention est et demeure de façon absolument prioritaire, l'école**. La démocratie libérale ne peut souffrir aucune atteinte à la neutralité de l'école ni au bon accomplissement de ses missions.

## **b. Des politiques spécifiques**

Il y a les politiques menées par les **pouvoirs locaux**, lesquels nous semblent les plus à même de rencontrer l'objectif. En effet, c'est de façon très rapprochée qu'il faut pouvoir toucher les personnes qui sont en rupture de culture. C'est en les associant très directement à un projet que l'on peut susciter un intérêt, voire un début de resocialisation, ou encore d'ouverture vers l'autre.

Ainsi, les expériences de pratique théâtrale menées par certaines Agences Locales pour l'Emploi s'adressent à des personnes qui ont perdu toute confiance en elles-mêmes, toute capacité de s'exprimer, toute maîtrise de leur identité. La connaissance du terrain, l'identification des besoins et des objectifs à atteindre nécessite un engagement communal volontariste. Inversement, les citoyens les plus fragilisés auront un accès plus rapide et plus direct avec les responsables communaux.

C'est pourquoi, compte tenu de tout ce qui vient d'être dit, nous plaidons à nouveau **pour que les dépenses culturelles des communes ne soient plus considérées comme étant de nature facultative** et pour qu'elles ne soient par conséquent plus les premières à être supprimées en cas de difficultés budgétaires.

A titre d'exemple, dans l'introduction du « contrat culture » de la ville de Schaerbeek, on peut lire que « L'action culturelle doit pouvoir développer avec les secteurs concernés un quadruple lien :

- entre les individus, sans distinction sociale
- entre les groupes sociaux
- entre les générations qui se succèdent
- entre les quartiers qui composent la commune.

« Il nous faut percevoir, écrit l'échevin Georges Verzin, ce qu'il est possible de réaliser, analyser les besoins du plus grand nombre et doter les citoyens, de toute condition sociale, des outils susceptibles de les faire accéder à la Culture. A cet égard, **l'appui du monde associatif** se révèle indispensable. Il peut, il doit, servir de point d'ancrage et de démultiplication de l'action culturelle. Il faut également impliquer **les citoyens** dans l'élaboration et la concrétisation de certains projets. De la sorte, ils se sentiront plus concernés en prenant conscience des enjeux pour leur cadre de vie. ». On ne peut être plus clair.

## Propositions

### En conclusion, voici quelques pistes que nous proposons de développer :

- généraliser les systèmes de « billet unique », de « passeport culturel » ou d'abonnement pluriculturel qui, avec ou sans participation financière des pouvoirs publics, permettent de découvrir plusieurs lieux ou événements ;
- en effet de nombreux coûts s'ajoutent au prix d'entrée (frais de déplacement, de garderie, ou frais familiaux...) ;
- développer la mise en réseau des lieux culturels (mise en réseau informatique mais aussi concrète par exemple par une billetterie, des prospectus, des « journées » communes...) ;
- renforcer et diversifier le mécanisme « article 27 » (accès aux lieux culturels à des prix planchers) en instaurant au minimum par province, ou mieux par communauté urbaine, un Centre « Article 27 » ;
- imposer aux institutions « contrats-programmées » des tarifs préférentiels pour les jeunes, les personnes âgées ou défavorisées, ainsi que des systèmes de « dernière minute », de même que la mise à disposition de leur salle pour des spectacles d'après-midi du troisième âge ;
- mettre en œuvre avec les TEC, la STIB, la SNCB, un plan de mobilité à finalité culturelle et ce, en milieu urbain comme en milieu rural ;
- mieux organiser les collaborations école-culture-sport notamment pour « sortir » la culture de ses murs ;
- développer l'opération « théâtre à l'école » initiée par Pierre Hazette, multiplier toute forme de découverte culturelle en milieu scolaire ou via l'école et ce, à tous les niveaux d'enseignement ;
- organiser des visites d'écoles pour assister au travail de répétition et de préparation des spectacles ;
- créer un système « mercredi jeunes » au prix par exemple de 5 euros pour tout spectacle quelle que soit l'institution partenaire ;
- utiliser au maximum le patrimoine local pour en faire un tremplin pour la connaissance culturelle : la proximité spatiale et historique de monuments, des sites et des événements est une des meilleures clés pour susciter l'intérêt ;
- dans le même ordre d'idées, enseigner à l'école notre littérature sous ses différentes formes d'expression : si la culture est ouverture et échange, il faut préalablement connaître notre culture si nous voulons avoir quelque chose à échanger ;
- favoriser dans les échevinats de la culture l'engagement de « passeurs de culture » chargés de la connaissance et du dialogue interculturels ;
- développer dans l'enseignement technique la fierté culturelle des gestes et des techniques du travail ;
- supprimer la tabelle afin que les livres édités en France, et qui constituent l'essentiel de ce qui est lu en Communauté française, soient vendus à leur prix d'origine (la différence entre un même livre acheté à Quiévrain ou acheté à Lille est de l'ordre de trois euros) ;
- abaisser le taux de TVA sur le prix du livre ;
- multiplier dans les quartiers des grandes villes ou dans les communes plus petites, les rencontres interculturelles en prenant pour support des formes d'expression autres que la parole : la musique, l'art culinaire, l'artisanat, les arts plastiques... ;
- repenser complètement les règlements en matière d'heures d'ouverture des institutions culturelles publiques : l'objectif est de faire venir le public le plus nombreux possible et donc d'ouvrir au moment où ce public est disponible en soirée et durant le week end ;
- réinstaurer la gratuité des musées le dimanche ;
- renforcer la collaboration entre les organismes de prêt comme les bibliothèques et les services comme les transports en commun, la Poste ou les CPAS pour pouvoir emprunter et recevoir (ceci

serait particulièrement bienvenu en zone rurale, ou de façon générale pour les personnes se déplaçant difficilement, ou encore pour celles qui pour des raisons sociales hésiteraient à se rendre dans une bibliothèque) ;

- équiper annuellement deux infrastructures mobiles, une pour les Arts de la scène, l'autre pour une exposition plastique, permettant de circuler et de s'implanter pour un laps de temps en différents endroits de Bruxelles et de Wallonie ;
- revaloriser le métier d'écrivain public notamment en créant des guichets d'alphabétisation dans les communes et quartiers.